



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

France 2030 : 30 milliards d'investissement pour le capital, un discours loin des besoins des travailleurs !

Indépendance, souveraineté industrielle, relocalisation, enjeux sociaux et environnementaux, investissements dans la Recherche sont autant de propositions portées par la CGT, depuis des mois, à travers un plan de rupture.

Derrière la communication présidentielle, la CGT déplore que rien ne soit dit et fait pour stopper l'hémorragie des emplois actuels dans l'Industrie. Des sites industriels continuent d'être délocalisés ou fermés, encore aujourd'hui. Rien n'est dit sur les interdictions des licenciements boursiers, ni sur l'encadrement des dividendes. Les actes, c'est maintenant !

Le plan ne prend pas la mesure de la crise sociale et environnementale. Après le dernier rapport du GIEC qui confirme que nos modes de production capitalistes sont responsables du dérèglement climatique et de ses effets notamment sur la santé, aucun investissement n'est prévu pour consolider et développer des solutions telles que : le ferroviaire, la lutte contre la précarité énergétique, la rénovation des bâtiments, le développement de l'économie circulaire, l'accompagnement des salariés dans la transition.

Pour la CGT, la réindustrialisation du pays passe aussi par le développement des Services publics sur l'ensemble du territoire afin qu'ils soient au service des citoyens. Cela favorise l'aménagement et le développement des infrastructures indispensables à l'Industrie.

Dans son discours, le Président revient régulièrement sur la nécessité d'investissements massifs, pour permettre la rupture et l'innovation, investissements publics et privés. Or, si les 30 milliards d'euros d'investissement publics sont annoncés, rien n'est dit sur la conditionnalité des aides aux entreprises privées, leurs contraintes par exemple en retombée d'emplois sur les territoires. Quelle sera la contribution des grands groupes des secteurs concernés dont les bénéficiaires sont florissants ? La CGT propose de conditionner toutes les aides publiques aux entreprises à des critères sociaux et environnementaux, en assurant leur contrôle par les Instances Représentatives du Personnel, en les dotant d'un droit de veto sur les plans de suppressions d'emploi.

Les conditions de la réussite énoncées par le Président font une place belle au capital ; afin de rendre les investissements attractifs, la BPI sera en charge de ce programme doté de 5 milliards d'euros.

Par contre, sur toutes les mesures annoncées, une seule concerne celles et ceux qui font le travail, qui constituent sa richesse et sa promesse d'avenir. Celle-ci s'adresse aux « talents », avec 2,5 milliards d'euros pour accélérer la formation. La part belle est faite aux start-up et rien sur le maintien et le développement des industries indispensables à la réponse aux besoins, hormis en matière d'énergie.

La CGT affirme que c'est d'une tout autre ambition dont notre pays a besoin pour faire face au chômage, à la précarité et assurer une reconquête industrielle. Il faut, dès maintenant, permettre d'accroître les qualifications de toutes et tous et augmenter les salaires qui stagnent depuis trop d'années.

En disant : « Que la France est un pays qui travaille moins que les autres », le Président confirme sa volonté de poursuivre ses réformes régressives contre les travailleurs et travailleuses, les retraités et les privés d'emploi. Un salarié travaille 2h30 pour son salaire et 5h30 pour le capital.

D'autres choix sont possibles, comme la réduction du temps de travail et un meilleur partage des richesses pour une Industrie, en France, qui retrouve toute sa place et où les emplois et les travailleurs sont au cœur des décisions.

Montreuil, le 13 octobre 2021